



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

service national

Question écrite n° 3875

Texte de la question

M. Bruno Bourg-Broc appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur l'exemption de certains jeunes du service national. En effet, nombre d'entre eux réussissent à obtenir des propositions de contrat à durée indéterminée auprès de sociétés, à la condition d'être dégagés des obligations militaires. Cette opportunité constitue pour ces jeunes gens l'aboutissement d'une formation professionnelle, la conclusion de relations fructueuses avec leur environnement professionnel et une chance unique de s'insérer dans la vie active. Au moment même où le Gouvernement déclare manifester la volonté de tout faire pour l'emploi des jeunes, met en oeuvre des mesures nouvelles complétant le dispositif d'aide à l'insertion des jeunes, au moment où la réforme du service national va entrer en application et où le fait d'obtenir un contrat à durée indéterminée ne constitue non pas une forme de « piston » mais la conclusion de démarches et d'un parcours professionnel, il lui demande de lui indiquer si de nouvelles dispositions peuvent être prises permettant à tout jeune ayant une proposition de contrat à durée indéterminée d'être dispensé d'accomplir son service national.

Texte de la réponse

La loi n° 97-1019 du 28 octobre 1997 portant réforme du service national a été publiée au Journal officiel du 8 novembre 1997. Dans ce cadre, plusieurs dispositions, modifiant le code du service national, concernent les personnes bénéficiaires d'un contrat de travail. Ainsi, l'article L. 5 bis A permet « aux jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé à durée indéterminée, obtenu au moins trois mois avant la date d'expiration du report d'incorporation qu'ils détiennent, de demander à bénéficier d'un report d'incorporation d'une durée de deux ans pouvant être prolongée. Ce report cesse dès qu'il est mis fin au contrat de travail en cours ». De plus, « les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée de droit privé d'une durée au moins égale à six mois, conclu au moins trois mois avant la date d'expiration du report d'incorporation qu'ils détiennent, peuvent demander à bénéficier d'un report d'incorporation jusqu'au terme du contrat de travail en cours, dans la limite de deux ans ». Il convient de préciser que les reports, attribués par la commission régionale, sont accordés si l'incorporation immédiate du demandeur a pour conséquence de compromettre son insertion professionnelle ou la réalisation d'une première expérience professionnelle. Le Gouvernement entend mettre en oeuvre, dès le premier trimestre 1998, le mécanisme de report en faveur des jeunes disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée. Quant aux mesures concernant les jeunes titulaires d'un contrat à durée déterminée, elles entreront en vigueur en décembre 1998. Par ailleurs, les appelés du contingent, titulaires d'un emploi avant leur incorporation, bénéficient désormais d'une nouvelle protection. Le code du travail a été modifié par l'article 4 de la loi n° 97-1019 pour y introduire deux dispositions importantes : le contrat de travail est suspendu (il n'est donc plus rompu) pendant toute la durée du service national actif et la réintégration dans l'entreprise et le droit (article L. 122-18 du code du travail dans sa nouvelle rédaction) ; aucun employeur ne peut résilier le contrat de travail d'un salarié ou d'un apprenti au motif que lui-même, le salarié ou l'apprenti se trouve astreint aux obligations du service national (article L. 122-21 du même code).

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bourg-Broc](#)

Circonscription : Marne (4^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3875

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : défense

Ministère attributaire : défense

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 29 septembre 1997, page 3128

Réponse publiée le : 1er décembre 1997, page 4351